

L'agriculture dans la campagne présidentielle de 2017

Compte rendu du 23 février 2017

Objectifs : Présenter et mettre en débat les projets pour l'agriculture et la ruralité dans les programmes des principaux candidats à l'élection présidentielle.

Quelle est la vision des candidats à la présidentielle sur l'avenir de l'agriculture française et européenne dans ce contexte ? Quels rôles assigner au secteur agricole et agro-alimentaire ? Faut-il promouvoir d'autres modèles agricoles ? Peut-on proposer des politiques publiques radicalement différentes ? Après 2017, que restera-t-il du projet « agro-écologique » et du « produire autrement » ? Comment prendre en compte les difficultés du monde rural et les aspirations de nouveaux agriculteurs d'origines et parcours plus divers ?

Première table ronde : Quels modèles agricoles pour demain ?

Leif Blanc (FN)

Alors, je voudrais revenir sur le fondamental qui n'aura échappé à personne du programme de Marine Le Pen sur l'agriculture et qui concerne d'ailleurs tous les citoyens français, c'est la **souveraineté alimentaire**, par rapport à cette souveraineté alimentaires je vais d'abord rapidement expliquer pourquoi la souveraineté alimentaire dans le contexte actuel. Ce n'est pas très très à la mode à l'OMC, à Bruxelles et ailleurs.

Nous notre analyse par rapport à la crise que traverse l'agriculture et aux crises qui sont liées à cette agriculture, c'est de dire que les 30 années passées en France **ne sont pas le fruit d'une politique cohérente** c'est à dire qu'à partir de l'Uruguay Round à la naissance de l'OMC on a adopté un double discours par rapport aux agriculteurs, on leur a vendu l'ouverture des marchés moyennant des compensations, des aides ... mais on a oublié de leur expliquer quel était l'objectif final, et les 30 dernières années les différentes PAC qui se sont succédées on pourrait voir ça comme une **transition**, et en France où l'objectif n'est pas parfaitement assumé contrairement à d'autres pays européens, on continue à s'accrocher à cette vision de transition. L'Allemagne, par rapport aux fondamentaux fixés depuis 30 ans, elle a parfaitement compris quel était l'objectif final, **le tout marché, la politique de l'offre, le libre-échange** et elle a tout misé dessus avec les résultats et les **dégâts que l'on connaît**. En France, je dirais que ces dégâts sont de plus en plus nombreux depuis une dizaine d'année, lié au **dumping social et environnemental**, lié aussi à des choix des arbitrages commerciaux douteux. En France, et je dis bien provisoirement, ce qui se passe en ce moment j'appelle ça **l'agriculture à deux vitesses**, c'est à dire on a une sorte d'objectif de **20% de fermes modèles** pour la production bio, label, de bonne qualité, l'entretien du paysage, l'accueil touristique et **80% dédié au reste**, ce qui est en train de devenir l'agriculture de firme, c'est à dire produire plus et moins cher sans autres objectifs finalement.

Ça c'est le constat et pour nous cela atteint un **palier dramatique pour l'agriculture française, pour la ruralité** mais aussi d'une certaine manière **pour le consommateur et tous les citoyens français**, qui n'ont pas franchement compris quel était le système qui était en train de se mettre en place parce qu'on ne leur a pas forcément montré. Je me rappelle de l'attitude de M. Sarkozy, de M. Lemaire et de Mme Lagarde au moment de la crise sur le blé dans les années 2008-2009 où tout le monde tombait de sa chaise sur le niveau atteint par la spéculation, visiblement ils ne savaient pas, on a eu la même chose au moment de l'affaire Spanguero, quand on a découvert les traders en viande, pas le cheval les traders, et les français, à chaque scandales découvrent une **réalité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et du marché finalement**. Qu'on n'a pas trop informé par volonté. Donc pour nous cette souveraineté... alimentaire elle s'oppose à cette transition vers le marché, **on ne veut pas que le marché régule demain notre alimentation quotidienne mais aussi notre environnement, notre patrimoine à tous**. Elle s'appuie sur la protection des producteurs français et un accès favorisé au marché français. Pourquoi favorisé, tout bêtement parce que le marché français est un des plus profitable au monde et on **n'a pas en faire cadeau à des concurrents** qui ne respectent ni nos normes et qui mettent en danger nos producteurs. **Ce marché intérieur il a vocation à assurer l'alimentation des français, il a vocation aussi à assurer une agriculture toujours plus respectueuse et performante** mais pas

uniquement de la performance économique, la performance en termes de qualité, la performance en termes d'eau, en termes de sol, en termes de patrimoine.

Un exemple concret dont on entend parler sur le **terrain** et qui fait très souvent l'objet de débats agricoles ce sont **les normes**, nous n'avons pas de honte à dire que nos normes, à condition qu'elles **claires, nettes mais aussi sécurisées dans la durée** qu'elles ne changent pas tout le temps parce qu'elles ont un cout, dire que ces normes quand elles **correspondent aux attentes de l'ensemble des français** sont tout à fait justifiées. Ce qui n'est pas justifié, c'est que ces normes soient des **contraintes très couteuses pour les agriculteurs alors que leurs concurrents peuvent leur prendre des parts de marché sur notre marché intérieur français sans respecter ces normes**. Nous pensons qu'une protection efficace de notre agriculture même si aujourd'hui elle souffre et si certaines filières sont carrément menacées de disparition doit permettre de **regagner de la valeur ajoutée en faveur des agriculteurs** et cette valeur ajoutée, ces revenus à la hausse doivent aussi permettre assez rapidement de restructurer les filières en interne et l'équilibre des filières les uns entre les autres. L'alternative que nous refusons et qui continue à avancer et contre laquelle nous nous battons, c'est **l'agriculture à 2 vitesses, 80 et 20%**, je ne comprends pas très bien pourquoi on devrait utiliser massivement **l'argent du contribuable** pour aider des activités et qui ne sont là que pour compenser les dégâts du marché. Quand j'ai entendu M. Hollande plusieurs fois au salon de l'agriculture qualifier les agriculteurs de jardiniers j'ai trouvé ça insultant et triste, toutes les activités annexes à l'agriculture bien sûr sont indispensables mais on ne peut pas mener des **politiques agricoles qui n'ont plus la production alimentaire comme vocation première**, c'était aussi l'histoire des méthaniseurs avec des éleveurs qui nous disent, bientôt ma merde rapportera plus d'argent que le lait. Moralement c'est indéfendable, culturellement aussi, et par rapport à la qualité du produit alimentaire que l'on va manger c'est indécent. Et pour en revenir au modèle européen parce que ça c'est une espèce de statu quo français, quand je disais et j'ai parlé de l'Allemagne, je pense que la politique de l'offre que certains réclament en France est fondamentalement incompatible avec la défense de la valeur ajoutée. La politique de l'offre elle est basée sur la production, sur des standards, on se moque du marché sur lequel ça va atterrir, **c'est le prix qui dicte tout, avec ça on détruit la valeur ajoutée**. Donc pour nous la valeur ajoutée c'est synonyme de qualité c'est synonyme de travail et contrairement aux célèbres marges de la GD et bien ça se partage.

Enfin toujours sur le modèle allemand, un des dangers qu'on ne nous montre pas de cette politique de l'offre c'est qu'elle est basée sur des fondamentaux qui sont extrêmement dangereux : **un endettement très élevé** (les supers fermes allemandes entre guillemet usines sont extrêmement endettés, cet endettement est refinanciarisé derrière, donc je ne vous dit pas quelle tête ça aura à la prochaine crise financière), et c'est aussi basé sur un **essorage de la main d'œuvre** qui est totalement scandaleux ça fait quand même des employés sous-payés 4e de l'heure. Quand on nous dit qu'en France il faudrait arriver à ce **niveau de compétitivité** nous on répond qu'on ne veut pas rétablir le **servage** en France.

Avec la politique de l'offre, une fois que l'on a tout essoré, qu'on a essoré l'homme, le travail, la nature, et quelque part le consommateur parce que ça ne fait pas des produits très fiables, ... Une fois qu'on a tout essoré, on finit par détruire nos concurrents et on se détruit nous-même. C'est la raison pour laquelle nous **prônons la souveraineté alimentaire** et je reviendrais dans la deuxième partie sur la manière avec laquelle nous voulons la mettre en œuvre.

Yves D'amecourt (LR)

Ça fait 3 ans qu'avec F Fillon nous travaillons sur le **terrain** au contact des agriculteurs, des professionnels de l'agriculture, des représentants des agriculteurs pour **construire le projet attendu et qui réponde aux enjeux de l'agriculture d'aujourd'hui**. Aujourd'hui on s'aperçoit que le nombre d'exploitation agricoles a considérablement changé. **Un agriculteur n'est pas seulement un producteur de produits agricoles**, il est propriétaire foncier ou pas, parce que ses installations n'étaient plus aux normes il a transformé une étable ou un chai en logement, il est propriétaire immobilier, il a une activité immobilière, il est producteur d'énergie, il est énergi-culteur, il a quelques bois et donc il a de la forêt, il commercialise ses produits donc il est commerçant, il est traders s'il produit des céréales et qu'il veut les vendre au meilleur prix, et en fait aujourd'hui, **le statut de l'exploitation agricole ne permet plus de faire toutes ces activités**, et en fait à chaque fois, dans chacune de ces activités on crée une nouvelle structure juridique. Et autour d'une exploitation agricole une entité, on a, 4, 5, 6, 7 formes juridiques, le premier projet de François Fillon c'est de faire que Fillon change ce modèle qu'on **revienne sur le statut de l'agriculteur, de l'entreprise agricole que l'agriculteur soit reconnu comme un entrepreneur à part entière et que l'on crée un statut pour accueillir toutes ces activités et qui permette de gérer dans le temps la complémentarité de ces activités**.

Ensuite, l'agriculture aujourd'hui elle est soumise à deux aléas, des aléas climatiques, qui font que les récoltes sont

plus ou moins bonnes une année sur l'autre et puis des aléas économiques dus à la mondialisation des cours et à la fluctuation des cours. L'idée c'est de dire que plutôt que de vouloir changer le climat ce qu'on n'arrivera pas à faire dans les années qui viennent en tout cas pas dans le temps d'un quinquennat présidentiel, il vaut **mieux équiper les agriculteurs des outils qui leur permettent de passer ces crises**. A chaque fois qu'il y a une crise tout le monde sur le berceau des agriculteurs et vient leur dire Alala c'est terrible comment est-ce qu'on va pouvoir vous aider à court terme, on enclenche les mesures habituelles, le décalage d'emprunt, les aides ponctuelles qui sont en dessous des enjeux de la crise. On se dit que ça n'arrivera plus et puis ça arrive soit dans cette filière soit dans une autre filière. Donc F. Fillon propose de **créer pour chaque exploitation agricole un compte épargne aléas climatique et économique** où quand il y a une année de bonne récolte avec des cours qui se tiennent et bien l'exploitant peut épargner de la somme sur un compte épargne ça passe en charge dans son compte d'exploitation et l'année où il y a un problème de mauvaise récolte ou de cours anormalement bas, il peut débloquer cette épargne et ça passe en produit d'exploitation, il ne s'agit pas de plafonner ça à quelques dizaines de milliers d'euros il s'agit d'avoir un compte épargne sans plafond ou plutôt un plafond d'une année de récolte, on imagine aussi que dans la problématique du financement de l'exploitation agricole un agriculteur qui vient voir le banquier et qui lui dit voilà j'ai un compte épargne aléas qui est dans mon exploitation et bien voilà ça aide aussi à financer les exploitations agricoles.

Le problème aujourd'hui de l'agriculture c'est **le problème des marges**, et donc on a deux soucis : depuis les années 70, l'alimentation n'a pas bougé en valeur dans les ménages, elle a baissé en proportion dans les dépenses des ménages mais en valeur elle est la même que dans les années 70 et dans cette valeur la part versée aux agriculteurs a été divisée par deux. Donc on a deux soucis, un sur le prix des produits fini parce qu'on peut difficilement répartir les marges dans une filière si on n'a pas de la croissance et de l'inflation donc il y a 0 croissance sur l'alimentation depuis les années 70, donc il faut **recréer de la croissance dans cette alimentation et le deuxième souci c'est le souci de la répartition des marges dans la filière**. Donc **plus que parler d'un modèle d'exploitation agricole c'est plutôt d'un modèle de filière dont il faut parler**. Alors on a quelques succès en France de filières qui sont intégrées avec à la fois la production des animaux, la production des aliments pour les animaux, la production de marge avec les label, mais aussi des exemples intéressants où la filière se met d'accord sur la répartition des marges à partir d'un indicateur de prix de vente au consommateur plutôt que se baser sur les cours internationaux, on a des exemples intéressants, ce qu'il faut aujourd'hui c'est **permettre aux agriculteurs de s'organiser on ne doit pas parler de la libre concurrence** sur un secteur où vous avez une seule laiterie qui peut accueillir le lait des exploitants de ce secteur et donc si il n'y a pas une organisation professionnelle avec des moyens et des pouvoirs autour de cette laiterie et bien finalement on n'a pas de dialogue possible entre la laiterie et les producteurs de laits donc **multiplier et autoriser l'organisation de producteurs autour des industries de transformation ce qui aujourd'hui n'est pas forcément compatible avec le droit européen de libre concurrence**. Puisque dès qu'on se met d'accord, qu'on se met autour de la table pour travailler sur les prix et les répartitions des marges et bien on risque une amende. Donc il faut changer ce droit européen de la libre concurrence et il faut permettre les organisations de producteurs autour des sites de transformation, donc **plus que le modèle de l'exploitation agricole c'est vraiment le modèle de filière, l'organisation des filières pour à la fois se mettre d'accord pour vendre mieux et plus cher**, et ensuite pour répartir les marges dans la filière. En France on a la particularité de la grande distribution où on a 4 ou 5 acteurs qui aujourd'hui commercialisent la plus grande partie des produits agricoles, aujourd'hui **la grande distribution n'est pas dans les interprofessions et elle n'est pas autour de la table pour se mettre d'accord sur la façon dont on répartit les marges donc on est dans une logique de rapport de force** avec des crises, avec des manifestations, donc l'idée c'est de faire rentrer la GD dans les interprofessions pour derrière se mettre vraiment sur des optiques de filières à partir des prix des produits finis et de construction. Pour le faire il faut aussi que **la GB ait quelques règles nouvelles** notamment sur les produits d'appels, aujourd'hui les produits agricoles servent de produits d'appel pour la GD, elle ne gagne pratiquement pas d'argent sur les produits agricoles et elle va faire ses marges sur les produits à côté des produits agricoles. Et donc, on a pas le droit de vendre à perte c'est à dire qu'on a pas le droit de vendre en dessous du prix d'achat sauf que quand on fait un produit d'appel on dépense autour de ce produit des frais de marketing, d'affichage, de publicité qui ne sont pas intégrés dans le prix de revient du produit. Et donc simplement en intégrant dans le prix de revient du produit le marketing qu'on fait autour du produit on se protège de ces ventes à prix coutant, ce que la GB appelle à prix coutant. Ensuite il faut qu'on ait **une traçabilité pour le consommateur**, pour qu'il sache d'où vient le produit qu'il achète et la part de production française dans ce produit. Le modèle c'est aussi de passer à des **contrats d'approvisionnement locaux**, c'est à dire que sur des territoires on construit avec les distributeurs, avec les commerçants, avec les interprofessions et avec les agriculteurs des contrats d'approvisionnement locaux comme le propose les chambres d'agriculture. Le modèle est plus large que celui de l'exploitation agricole. C'est **le modèle des filières, de l'approvisionnement, et de la façon dont on construit les marges dans les filières**.

Les grands défis, c'est ne pas perdre l'objectif de ce qu'était la politique agricole commune, qui était **l'autonomie alimentaire de l'Europe** et ce qu'elle a construit car ce n'était pas le cas quand l'Europe a été créée. Les défis de demain c'est aussi **l'arrivée du numérique, la révolution numérique dans l'exploitation agricole**, c'est l'agriculture connecté qui aura des impacts sur tous les sujets dont on parlera dans la deuxième table ronde notamment l'utilisation

des produits phyto, aujourd'hui un agriculteur raisonne à la parcelle, si on a une agriculture connectée on imagine des têtes de récolte qui sont connectées et bien on aura plus une connaissance de son exploitation à la parcelle mais ça au m² et donc on imagine que la quantité d'intrants qui vont être utilisés sur la parcelle sera bien moindre que ce qui est utilisé aujourd'hui par une meilleure connaissance de son exploitation. L'enjeu aussi c'est de **travailler sur la fertilité des sols** et donc je renvoie au projet Quatre pour 1000 sur lequel travaille l'INRA, je vous rappelle les enjeux si tous les agriculteurs arrivent à augmenter de 4/1000 la quantité de MO de leurs sols chaque année et bien ça veut dire qu'on est capable de stocker dans les sols l'excédent de CO2 produit par les activités humaines sur le globe donc l'enjeu est énorme pour la France, pour l'Europe et pour le monde, pour le développement aussi des pays en voie de développement et c'est énorme aussi en terme de productivité des sols puisque si on arrive à mieux connaître tout ce qui se passe dans nos sols et bien derrière on produira des produits de meilleure qualité et en quantité.

Stéphane Delpeyrat (PS)

Je ne peux pas commencer ce débat par évoquer un cas particulier, parce que j'y suis très sensible en tant qu'élus des landes depuis longtemps, c'est de voir mes amis, mes voisins, mes collègues élus, aujourd'hui confrontés à l'abattage massif et quasiment total de leur outil de production, de leurs animaux avec les conséquences économiques et psychologiques que cela représente. J'ai des collègues tout à l'heure qui me disaient qu'on venait abattre chez eux mais qu'on leur laissait ensuite le soin de s'occuper, de se débarrasser des canards ce qui est particulièrement charmant mais on y reviendra si vous voulez parce que c'est aussi peut être un cas d'école. Ce qu'on peut dire pour revenir à votre question c'est sans doute incontestablement que **nous arrivons à une fin de cycle**. Effectivement cette PAC qui a eu un certain nombre d'avantages incontestables, il ne faut pas aujourd'hui refaire de la PAC de manière totalement négative, elle a permis à la France de devenir un pays producteur majeur, d'avoir une **économie solide et forte**, de produire mais **on était dans une logique de production et de volume, il fallait produire pour assurer la souveraineté alimentaire** et contrairement à ce qui a été dit toute à l'heure, la souveraineté alimentaire depuis le début fait partie des objectifs de la PAC donc de l'Europe, donc il n'y a pas de contradiction à poursuivre l'objectif de souveraineté alimentaire au niveau national et en Europe puisque depuis le départ ça fait partie des objectifs que nous partageons tous. Donc effectivement la PAC qui a été mise en œuvre elle a plutôt bien réussie sur le volume, sur les rendements, sur l'exportation, record man parfois du monde selon les filières selon les productions.

Il y a eu un deuxième élément dans la PAC dont on parle moins souvent, on parle souvent de cet aspect-là, de l'agriculture productiviste comme on dit maintenant au détriment d'une agriculture soit plus raisonnée soit biologique, soit agrobiologique, on a oublié que plus récemment et ça ce n'est pas forcément lié à la PAC telle qu'elle a été conçue à l'origine, c'est le **virage qui a été pris dans les années 90**, on a basculé vraiment dans une **logique de marché et de libre échange, on a démantelé les outils de régulation** qui existait, je pense aux quotas, on a vu dans le lait ce que ça pouvait donner, la fin des quotas laitiers par exemple j'ai un collègue, ça fait 3 ans qui me montre ses comptes d'exploitations et il me dit que l'année prochaine il ne pourra continuer. Donc à ce premier problème qui était l'orientation d'une PAC qui était faite pour répondre aux problèmes de cette époque-là, on a rajouté une libéralisation générale dans le système qui avait besoin d'être régulé parce que **s'il y a bien un secteur qui ne peut pas fonctionner dans le marché et la concurrence pure et parfaite telle que l'imaginent certains économistes c'est bien l'agriculture** pour des raisons structurelles le foncier, on ne change pas de production comme ça, on ne dit pas tienne je ne fais plus des T-shirts je vais faire des pantalons, il y a une **inertie du capital dans l'agriculture**, des investissements qui ont été faits, il y a les aléas climatiques et puis l'aspect de la division internationale du travail ça ne marche pas comme ça. On ne peut pas dire, vous connaissez la formule de notre ami Ricardo, vous allez faire du vin nous des draps et puis on se les vendra l'un l'autre puisqu'on est spécialisé, on est les meilleurs dans chacun des domaines, en agriculture ça ne peut pas marcher pour des raisons évidentes c'est qu'aucun pays n'acceptera de dépendre totalement de tel autre continent pour une partie importante de la production, que ce soit les protéines, le lait ou que sais-je encore. Donc oui, on est à la fin de ce cycle, et moi ce que je constate sur le terrain c'est une **succession de crises et de difficultés**, alors on a d'abord des revenus qui déclinent de manière considérable, sur la valeur ajoutée il faut avoir ce chiffre en mémoire, dans les années 1950, sur un produit agricole vendu au consommateur $\frac{3}{4}$ de la valeur ajoutée revenait à l'agriculteur, maintenant c'est $\frac{1}{4}$, donc le revenu agricole décroît. Donc on a fait du volume mais on a beaucoup moins d'emploi agricole et on a revenu alors inégalement réparti pour des raisons de politique publiques sur lesquelles on reviendra toute à l'heure, la PAC, ... Mais globalement **des agriculteurs qui perdent leur pouvoir d'achat et qui perdent aussi leur autonomie**. Parce que dans ce système-là de plus en plus d'agriculteurs, parce qu'il fallait faire du volume, donc on a fabriqué un système économique pour gérer ce volume. Mais aujourd'hui on a des agriculteurs qui ont signé des contrats et puis qui se retrouvent pieds et poings liés à un certain nombre de grandes coopératives. Il faudrait discuter aujourd'hui de la réalité du statut de coopérative ou au moins la manière dont elles sont gérées. Donc je crois que le malaise agricole c'est ça aussi, pour revenir au propos introductif, c'est **le sentiment**

de perdre en main son destin, et puis c'est **le sentiment aussi d'injonctions contradictoires permanentes qui sont adressées aux agriculteurs**, il faut produire, maintenant il faut produire moins, ils ont le sentiment qu'on les montre du doigt sur l'ensemble des problématiques, climatiques, pollution des sols, et puis il y a des aller-retour de politiques publiques qui ne sont pas toujours les meilleurs c'est incontestable. Donc on est face à la fin de ce cycle, on est face à ces crises, crise environnementale et climatique, on insiste sur le climat, mais il y a aussi la biodiversité, les sols, la pollution de l'eau et des nappes phréatiques je connais bien le sujet dans ma région, avec l'atrazine ou sur un certain nombre de joyeuseté de ce type.... Donc il va falloir réorienter notre modèle, mais **il n'y aura pas un modèle unique**, pendant longtemps ont cohabité différentes agriculture, il n'y avait pas une agriculture elle est déjà très diverse. On a, et heureusement, un nombre d'exploitation en bio même si c'est certainement encore trop faible mais ça progresse de manière spectaculaire, on a eu les progrès fait de manière significative autour de l'agroécologie avec un certain nombre de dispositions qui étaient chères à Stéphane le Foll notamment récemment, on a des choses qui sont en train de bouger, on voit bien que les agriculteurs eux même qui étaient très rétifs à ces changements il y a encore 10-20 ans qui ont pris consciences qu'ils étaient les premiers concernés par les impacts négatifs de ce modèle économique sur leur propre santé, sur leur revenu, sur l'avenir de leur exploitation et sur le fait qu'effectivement on ne transmet plus les exploitations. Le chiffre d'un département comme les Landes qui est un département rural et agricole le nombre d'installation par an est tombé,... ça se compte sur les doigts d'une main, c'est la réalité, donc il faut qu'on bascule dans un système différent, qu'on fasse cohabiter des formes d'agricultures qui pour l'instant paraissent contradictoires, on voit mal comment on pourrait d'un seul coup passer d'un moment à l'autre donc c'est ce qu'on appelle la transition et cette transition on voit bien comment elle doit s'organiser, pour essayer de redonner de l'autonomie, du pouvoir et du revenu aux agriculteurs, enrichir en emplois, parce que faire de l'agriculture extensive elle aboutit à ce qu'il y ait de moins en moins d'emplois donc il faut remettre de l'emploi sur les territoires ça paraît évident, je pense qu'il faut effectivement traiter avec les agriculteurs, et je pense d'ailleurs que c'est l'un des enjeu pour eux, les questions environnementales y compris la transition écologique parce que je n'aime pas trop les caricatures là sur les jardiniers la nature et tout ça, je pense que la transition énergétique elle va passer par les modèles régionaux, les modèles locaux et dans cette transition, **les agriculteurs ils auront un rôle extrêmement important et il va falloir les accompagner.**

Patrick Garnon (EELV)

J'ai envie de commencer par une remarque peut être moins pessimiste de tout ce qu'on a entendu jusqu'ici même si je partage les constats sur la situation macroéconomique. Nous nous dialoguons évidemment aussi avec les agriculteurs et les acteurs des territoires ruraux. Je crains que ça ne soit pas toujours les mêmes que ceux qu'évoquait mon collègue républicain à l'instant. Et nous sommes plutôt frappés, ... [Interaction avec LR] nous nous sommes frappés par la **multiplication d'initiatives** et de réussites locales dans tous les domaines, de la prise en main de leur destin par toute une série d'acteurs, d'agriculteurs, des territoires ruraux en général sur des actions et dans directions qui marchent, mais qui marchent parce que, enfin on constate que ça ne correspond absolument pas aux canaux généraux de la PAC existante aujourd'hui. Cette contradiction est assez frappante. Quelques exemples là-dessus à commencer par le symbole du prochain salon de l'agriculture avec la vache bretonne pie noir qu'on n'aurait même pas imaginé il y a 10 ou 15 ans.

Le problème qui a été évoqué par d'autres ce sont les difficultés de succession des exploitations du modèle dominant face à la multiplication des installations hors normes. Moi je viens des Alpes du Sud, c'est l'essentiel des exploitations et ce ne sont pas les exploitations les plus productives ou les plus modernes qui se développent ce sont bien des installations hors normes de toutes sortes.

Le développement du bio je n'insiste pas, tout le monde a des éléments là-dessus, sur ce plan, même dans les filières les plus rétives à ce type de production avec une demande soutenue des consommateurs et surtout des perspectives économiques pour les agriculteurs qui sont nettement plus riantes que celles des productions traditionnelles même s'il y a toujours des risques bien entendu. Les circuits courts et toute la cohorte d'organisations à la fois des exploitations et du travail économique qui va avec opposé à la fourniture de matière première pour l'industrie et l'agroalimentaire qui laissent les agriculteurs aux mains à la fois des normes industrielles et des banques.

L'entrepreneuriat rural sous toutes ses formes, le développement de production énergétique, d'enseignement, d'activités annexes liées à l'environnement dans beaucoup d'exploitation, **les initiatives fleurissent et fleurissent partout**. Moi j'ai été un certain temps élu régional et j'ai pu observer dans ma région à quel point il y a une diversité d'initiatives, de dynamiques etc., qu'on voit se développer. Alors le problème c'est que c'est très divers, ce n'est pas recensé, c'est du qualitatif, on a beaucoup de mal à avoir des données et des chiffres là-dessus, donc c'est difficilement visible, mais quand on n'est pas à Paris et qu'on est dans les territoires ruraux on le voit un peu partout, avec des nuances bien sûr, selon les territoires. Donc moi j'ai tendance à dire qu'il y a de l'espoir dans tout ça; mais cet espoir il repose sur des perspectives qui sont l'opposé de la politique générale en matière agricole et agroalimentaire que l'on a

conduit depuis 60 ans. Pour reprendre une expression de mon voisin, non pas on va dans le mur, on n'est pas en fin de cycle, on est dans le mur, et on y est déjà depuis un certain temps, de façon variable selon les régions, les secteurs, ... mais on y est et le mur, on a de plus en plus le nez dedans, donc il faut évidemment changer de modèle, **changer de modèle de politique**. Pour répondre à la question, faut-il un autre modèle d'exploitation agricole; nous ne nous posons pas la question de cette façon-là, c'est lié à ce que je viens de dire sur l'éclatement et la diversité des initiatives. Si on veut rassembler tout ça dans une vision un peu globale et l'accompagner, l'accompagner etc., il faut réformer profondément cette politique, et la réformer à partir d'objectifs, vous connaissez tous les objectifs de la PAC et la multiplication d'ailleurs depuis sa création d'objectifs contradictoires sans qu'on ait supprimé les précédents quand on en a créé de nouveau. Cette question des objectifs c'est fondamental, nous notre point de vue c'est qu'il faut refonder un contrat social entre la société dans son ensemble représentée par les pouvoirs publics et l'agriculture et l'agroalimentaire, il ne faut pas séparer les deux parce que c'est notamment dans certaines régions extrêmement important. Alors sur quoi refonder ce contrat sur des objectifs généraux où l'agriculture et l'agroalimentaire participent mais ne sont pas les seuls acteurs, simplement ce sont les acteurs majeurs dans certains cas, quelques éléments très rapides parce qu'on n'a pas le temps : évidemment les questions environnementales sous toutes leurs formes, respect de la biodiversité, lutte contre les GES, etc., mais aussi créer une politique alimentaire comme support et fondement d'une politique agricole. Nous avons l'habitude de dire que nous avons une politique de sécurité alimentaire en France mais on n'a pas de politique alimentaire, on l'a laissé aux mains des entreprises privées, il faut refonder toute une politique alimentaire, je passe les détails on n'a pas le temps, mais il y a énormément d'initiatives qui sont prises partout qui nous montrent le chemin dans ce domaine-là. Un autre aspect qui est un aspect d'économie générale : la situation de l'emploi et de l'activité, **l'agriculture peut et doit être un gisement de création d'emploi** et d'activité partout, il y a beaucoup d'exemples qui nous montrent que c'est possible et il n'y a aucune raison que ça ne soit pas à encourager, de ce point de vue c'est évident que les critères de la PAC sont complètement à revoir, ils ne sont absolument pas liés à l'emploi mais à des critères désincarnés, purement économiques qui accroissent les écarts et les difficultés des uns et des autres.

Un dernier axe peut être, qui découle de ce que je viens de dire : l'initiative locale, les initiatives des territoires ruraux, les dynamiques d'association à cette échelle-là. Arrêtons de penser des politiques globales face à des régions dans un pays aux climats aux territoires et en produits agricoles si divers, arrêtons de penser qu'il y a un modèle unique, qu'il y a une solution unique, qu'il faut continuer à spécialiser les régions avec les dégâts environnementaux qu'on constate à cet égard et recréons de l'initiative locale, alors moi je dis locale mais je ne dis pas à quelle échelle, est ce que c'est les communautés de communes, les territoires, les régions, ça dépend, c'est à l'initiative locale de se développer et c'est à la puissance publique, je ne distinguerai pas l'État et les régions, nous avons une certaine tendance à privilégier le développement régional par rapport à des visions étatiques, donc association des politiques publiques autour de ces sujets pour encourager, accompagne, orienter, aider, l'ensemble de ces initiatives vers un nouveau modèle agricole, alimentaire, agroalimentaire et économique pour notre ruralité.

Laurent Levard (FI)

Le programme agriculture de la France insoumise, c'est un petit livret que vous trouverez à la sortie est un programme qui a été élaboré sur la base de plusieurs centaines de contribution et sur le travail pendant deux mois d'un groupe de travail d'une cinquantaine de personnes issues de différents milieux.

Le programme de la France insoumise et donc de son candidat Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle est un programme qui vise à répondre à l'intérêt général. C'est à dire que nous pensons qu'il faut rompre et c'est notamment le cas dans l'agriculture avec une politique qui vise à répondre sous forme d'arbitrage à une multitude d'intérêts particuliers de court terme en fonction de leur pouvoir d'influence.

Or aujourd'hui, si l'on parle de l'agriculture bien sûr il existe des alternatives, agriculture bio, circuits courts, etc., il existe des alternatives au modèle dominant, mais il faut tout de même aujourd'hui rappeler qu'il existe un modèle dominant, que ce modèle continue à se développer à accaparer l'essentiel du foncier et l'essentiel des ressources financières, à travers la PAC, c'est un modèle productiviste basé sur une concentration de la production dans un nombre de plus en plus réduit d'exploitations basé sur une spécialisation régionale basé sur une utilisation massive d'intrants et d'énergie. C'est ce modèle productiviste qui quelque que soit l'angle d'analyse que l'on prend ne correspond nullement à l'intérêt général.

Du point de vue économique c'est un modèle qui produit peu de valeur ajoutée, la valeur ajoutée de l'agriculture française est en diminution constante depuis 20 ans et aujourd'hui la compétitivité des grandes exploitations ne résulte pas du fait qu'elles produiraient plus de valeur ajoutée à l'ha mais du fait que ce sont des grosses exploitations voilà et que chaque actif agricole produit une grande quantité de produit, et en plus c'est appuyé par une PAC qui distribue les aides globalement proportionnellement à la dimension des exploitations.

Du point de vue social, ce modèle est une catastrophe, c'est un grave problème de santé publique pour les agriculteurs d'abord mais aussi pour l'ensemble de la population, du point de vue social c'est aussi un modèle générateur de souffrances, de crise et de désespoir dans le monde agricole, un modèle qui à chaque génération expulse une partie significative de la population agricole avec une perte constante d'emplois agricoles alors qu'aujourd'hui il y a plus de 5 millions de chômeurs dans ce pays.

Du point de vue écologique je ne reviendrais pas sur tous les dégâts en terme de contamination, de perte de biodiversité mais je rappellerai tout de même qu'au niveau mondial le modèle agricole contribue pour près de 25% du réchauffement climatique d'origine anthropique et si on ajoute à l'agriculture l'ensemble du modèle alimentaire, avec l'aval et l'amont des filières, ce sont près de 50% du réchauffement climatique qui y est dû.

Donc nous nous disons non au modèle dual d'agriculture, modèle plus ou moins promu par le gouvernement actuel sous prétexte qu'il y aurait de la place pour tout le monde, on ne fait pas de choix mais en fait on laisse le modèle productiviste se développer.

Donc non au modèle où pour l'ensemble de la population il y aurait une alimentation bas de gamme et 20% de consommateurs les fortunés qui peuvent se payer une meilleure alimentation et bien une agriculture de qualité destinée à ce segment de la population.

Notre projet est donc celui d'une transition de l'ensemble de l'agriculture vers une agriculture qui corresponde à l'intérêt général que ce soit du point de vue économique, social ou écologique. Ceci implique une transition l'ensemble de l'agriculture vers une agriculture écologique. Qu'est-ce qu'une agriculture écologique, d'abord c'est une agriculture qui respecte les principes de l'agriculture biologique mais c'est aussi une agriculture qui vise l'autonomie des exploitations et des territoires, autonomie notamment pour l'approvisionnement en intrants et en ressources fourragère, ceci implique une relocalisation dans chaque territoire des activités de production fourragères, des activités animales et des activités de production végétale, de façon à terme à pouvoir se passer des engrais chimiques et également de mettre fin au plus vite à ces importations de tourteau de soja d'Amérique Latine où je rappelle que le développement de cette production est largement responsable du phénomène de déforestation. Agriculture écologique c'est aussi la relocalisation des productions au plus près des consommations dans le cas de plans alimentaires territoriaux c'est aussi mettre fin au suremballage, au gaspillage dans l'ensemble de la chaîne alimentaire et une évolution des modes de consommation avec notamment une diminution de la consommation de produits animaux.

Pour nous cette agriculture écologique c'est une agriculture paysanne parce que c'est le type d'agriculture qui est le plus à même de mettre en œuvre ce type d'agriculture extrêmement complexe et qui demande beaucoup de travail, oui c'est une agriculture qui demande beaucoup de travail en moyenne 50% de plus que l'agriculture conventionnelle. C'est pourquoi notre projet est non seulement de stopper l'hémorragie de main d'œuvre agricole mais également de 300 000 nouveaux emplois, c'est une agriculture qui doit être bien rémunérée et je crois que nous reviendrons dans la seconde partie du débat sur cette question de la rémunération.

La question du foncier agricole est une question centrale pour consolider ce type de transition écologique de l'agriculture. Nous proposons une politique foncière avec notamment la création d'établissement public foncier rural en substitution des actuelles SAFER, une politique foncière des structures et une politique foncière basée sur deux piliers, en terme de politique de structure il s'agit de fixer un maximum de taille d'exploitation par actif agricole qu'il soit actif familial ou actif salarié, maximum d'exploitation qui serait mis en œuvre à l'occasion de toute nouvelle installation, transmission ou bien agrandissement, que ça soit sous la forme de location, de vente de foncier ou de transfert de parts de société.

En termes d'intervention sur le foncier, en plus de ces nouveaux établissements publics nous préconisons un droit de préemption systématique chaque fois qu'il est possible de soutenir et de céder le foncier au profit de l'installation d'agriculteurs ou de l'accroissement de petites exploitations dans des projets d'agriculture écologique. Et ceci doit d'appliquer notamment dans les cas de transferts de part de société. Nous pensons que cette politique des structures et cette politique foncière sont tout à fait centrales pour pouvoir stopper le processus de concentration de production, et le stopper mais aussi l'inverser. C'est également indispensable pour faciliter l'accès au foncier à de nombreux projets, ils sont très nombreux les jeunes aujourd'hui qui voudraient s'installer et qui ne le peuvent pas du fait du prix du

foncier. Et c'est donc une politique qui permettra de baisser le cout du foncier. Je voudrais juste rajouter sur cette question du foncier que la baisse du prix du foncier sera facilité par une autre mesure qui est le fait que nous instaurerons en nous inspirant de la loi actuelle du littoral un plan de protection généralisé du foncier agricole naturel et forestier où l'urbanisation et l'artificialisation deviendra l'exception à la règle et ne sera plus du ressort des autorités locales qui sont bien souvent soumises à tout un certain nombre de pressions pour urbaniser les terres agricoles. Parce que nous savons très bien que l'augmentation du prix du foncier à proximité des villes est largement due à la spéculation foncière qui est-elle même liée au fait qu'il y ait un espoir à terme de pouvoir vendre ces terres avec plu value gigantesque parce que ces terres vont devenir des terres urbanisables.

Voilà, en conclusion, écoutez, Ce que nous proposons c'est une véritable révolution agricole il faut le dire qui se base sur une transition, nous sommes persuadés que les agriculteurs sont prêts à une telle transition. Il s'agit de passer un nouveau contrat entre la société et l'ensemble des agriculteurs. Bien sûr ils ne pourront pas le faire s'ils sont en même temps embarqués dans une folle course à la compétitivité liée au fait que les marchés sont libéralisés. Il faut choisir entre le libéralisme et la transition écologique de l'agriculture, mais nous sommes persuadés qu'avec un environnement économique stable, favorable et avec un environnement institutionnel également favorable à cette transition écologique de l'agriculture et bien les agriculteurs seront prêts à ce nouveau contrat avec l'ensemble de la société.

François Patriat (EnM)

J'ai le sentiment en écoutant les principaux intervenants qu'il y a pas mal de choses que je pourrais reprendre dedans [Rires dans la salle] Oui, rassembler c'est retrouver les bonnes idées, et rassembler les idées progressives de toute part

Moi j'ai l'impression que parler de l'agriculture en ce qui me concerne c'est un peu le mythe de Sisyphe, parce que voilà 40 ans que l'on redit les mêmes choses, que j'entends les mêmes choses, et que le processus inexorable de l'agriculture ce poursuit tel que certains l'avait prévu à l'époque. Je voudrais vous rappeler à ce sujet et je me souviens d'avoir eu un débat méchant avec X sur une tribune, c'était à Dijon à l'époque où il disait mais arrêtez votre politique des quotas, des quotas fonciers, des quotas laitiers, laissez aux agriculteurs le droit de produire, d'ailleurs les mêmes syndicalistes agricoles sont venu me voir il y a deux ans pour me dire de grâce François essaye de sauver les quotas laitiers. Je me souviens d'avoir défendu la réforme agricole qui était menée par Lepinsec et j'avais été le rapporteur, il faut défendre la multifonctionnalité de l'agriculture. L'agriculture elle a un rôle économique, elle a un rôle social, elle a un rôle environnemental et le chef de l'Etat de l'époque que je nommerai pas, il disait mais qu'est-ce que ça veut dire je ne comprends rien, il faut laisser à la France le droit de produire, c'était le même débat, et puis quand j'affrontais en 1993 les agriculteurs, les éleveurs, qui avaient brûlé ma maison, envahi les locaux chez moi, du fumier, du purin, ... je leur avais dit, vous êtes 1 millions deux cent mille mais rassurez-vous dans 20 ans vous serez 500 000, jamais et c'est scandaleux, ils l'ont jamais pris comme tel. Donc il y a une partie d'irrationnel, de cécité, même de cynisme aujourd'hui dans la démarche du monde agricole, parce que dans les grandes manif agricole j'ai toujours vu moi les plus grands responsables agricoles qui sont les agri-managers de telle ou telle région envoyer au charbon, devant tous les petits producteurs de France pour défendre les intérêt de qui ? des plus gros producteurs par ailleurs. Alors je pense et puis là aussi en plus, parfois le refus de voir les réalités telles qu'elles sont aujourd'hui, les agriculteurs ne sont pas contre l'environnement du tout, ils comprennent bien qu'ils ont un rôle environnemental et dans le même temps on leur impose tellement de contraintes, et une écologie punitive qu'ils ne l'acceptent pas en tant que tel. Et puis il y a une forme dans le monde agricole tout à leur vous disiez non ce n'est pas vrai le monde rural vote plus que le monde urbain et les agriculteurs votent plus que les autres pas moins que les autres mais le problème c'est qu'ils votent beaucoup du même côté ça vous avez compris, ça c'est un problème parce qu'ils ont toujours pensé que plutôt la droite en France les défendait mieux, pensait comme eux, pour une histoire culturelle, historique, que la gauche, alors que c'est la gauche qui a apporté les plus grandes transformations en agriculture depuis le statut du fermage, y compris pour le problème des retraites, de l'agroécologie des grandes réformes qui ont marqué l'agriculture sont des réformes de gauche je le dis ici, alors que la droite a accompagné le mouvement, avec souvent de la flatterie, du misérabilisme, moi, au moment où on parle de recentrer, d'ignorer la gauche et la droite, je rappelle quand même que moi je pense qu'ils n'ont pas eu le temps ...

La situation aujourd'hui c'est quoi, c'est vrai jamais je n'ai vu à ce point toutes les filières en crise comme elles le sont aujourd'hui. Le ministère de l'agriculture c'est un ministère de crise, tous les jours il y a des crises, j'ai connu le vin, j'ai été ministre de la consommation au moment de la vache folle avec Y, j'ai connu les crises viticoles, on a connu les différentes crises, aujourd'hui le drame de la crise de production du foie gras à côté, mais en même temps la diversité fait qu'il ne peut pas y avoir de discours, il ne peut pas y avoir un discours seulement agroécologique, pas possible. Quand je prends le département où j'habite, le département de la Côte d'Or, mon voisin, il est sur une terre à faible

potentiel, il est céréalier, il emploie 2 personnes, il exploite 220 ha faible potentiel hein, moyen rendement, il dégage aujourd'hui en faisant un assolement, colza maïs, orge, enfin colza blé orge pardon, pas de maïs pas possible trop faible, il fait de la paille, il fait du photovoltaïque, il fait du digesteur, il fait un peu d'agro tourisme, il dégage, pas de revenu mais de.. 120 000€ il y a les charges et tout mais il dégage un revenu de 120 000€ pas si mal, alors que la moyenne des agriculteurs français, vous savez, un tiers gagne 350€/mois. Quelle ressemblance avec un petit éleveur mon autre voisin qui a 40 vaches allaitantes qui gagne 350€ par moi et mon voisin un peu plus éloigné à 40 km qui est vigneron dans un région prestigieuse qui lui n'est pas au RMI, vous avez compris, parler d'agriculture dans ces condition, parler de modèle uniforme n'a pas de sens aujourd'hui, les contraintes ne sont pas les mêmes, les problématiques ne sont pas les mêmes, et pourtant je crois qu'il faut le penser comme tel.

Donc ! Notre projet et le projet pour Emmanuel Macron c'est de dire, et là je ne vais pas faire de la démagogie, les agriculteurs revendiquent non pas de vivre des aides mais de vivre des prix de leur produit, c'est le projet que nous leur proposons. Les agriculteurs qui vivent de leurs prix aujourd'hui, de leurs revenus, et ceci par un certain nombre de mécanismes d'aides où tout le monde doit prendre sa part : l'Etat, les agriculteurs, les filières, la distribution, les consommateurs,

Deuxième chose, penser aujourd'hui refondre le modèle agricole à partir des pratiques agricoles n'a pas de sens, il faut aujourd'hui partir du comportement alimentaire, c'est en inversant le problème aujourd'hui, partant du comportement alimentaire que nous pourrions effectivement redonner un sens à l'agriculture, parce que entendre fermer les frontières par ailleurs, penser qu'on ne peut pas avoir plusieurs agricultures aujourd'hui, ... Il faut une agriculture pour exporter aujourd'hui. Et avec des moyens importants c'est vrai à mettre en place sur le plan financier ou en investissements mais il faut aujourd'hui aussi des agriculteurs à l'agriculture diverse, elle vont coexister, et moi je suis très fier de voir que des petites fermes cressonnières qui font des marchés de niche avec deux ou trois ha ou des gens qui font de la diversification autour des fruits et des légumes à côté, avec 5 ou 10 ha, dans le même temps je sais que sur des terres à faible potentiel ou pour l'élevage il faudra beaucoup plus de territoire pour le faire. Acceptons cette diversité, ne définissons pas un modèle unique ni des charges uniques ou des moyens uniques mais des modèles adaptés. C'est la raison pour laquelle avec Emmanuel Macron nous sommes pour des régionalisations, je le dis malgré tout, de politiques agricoles qui reposent sur des contraintes différentes, sur des objectifs différents et sur un comportement alimentaire différent. Donc le problème du foncier vous l'avez évoqué aussi, le problème du foncier, 10% chaque année disparaît pour aller à l'industrie ou à l'urbanisation. Et puis 40% va à l'agrandissement. Mais moi je veux bien entendre parler de politique d'installation mais à quoi ça sert d'installer des agriculteurs pour qu'ils n'aient pas dessus les moyens de vivre demain, si on les met dans des conditions d'emprunts, de remboursements financier qui sont tels qu'on sait très bien qu'ils ne dégageront pas réellement de revenus. Installer aujourd'hui intelligemment sur des fermes qui font de la diversification et du bio par ailleurs, j'avais amené un exemple assez remarquable de deux couples qui font du bio, de l'agrotourisme, qui font que du bio et qui dégagent un vrai revenu, avec des surfaces importantes parce qu'ils ont réussi à installer un hors sol et un à côté autour d'un modèle, d'un projet de financement et d'aides et de produit à valeur ajoutée qui leur correspondait réellement.

Alors pour ce faire, qu'est-ce qu'il faut faire, il faut d'abord **protéger et libérer**. Libérer, pourquoi libérer, c'est libérer aujourd'hui de certaines contraintes on y reviendra dans la deuxième partie, le monde agricoles de charges, de normes, qui leurs sont aujourd'hui très pénible à supporter. Je pense par exemple au coût du travail avec la pérennisation du CICE qui pourra remarque devenir demain avec une baisse de 6% des charges, ce qui équivaldrait pour un salarié au SMIC à près de 900€/ an de baisse de charge par exemple. Il faut baisser les charges par des allègements par ailleurs qui peuvent intervenir sur différents modèles, c'est je pourrais poursuivre dans les réponses tout à l'heure, il faut aussi accompagner l'agriculture à monter en puissance, protéger c'est aussi apporter un soutien aux agriculteurs en difficulté je pense en particulier à leur ouvrir le droit au chômage qu'ils n'ont jamais eu aujourd'hui par exemple, aider les agriculteurs à monter en puissance c'est à dire avec un grand plan de 5milliards d'euro pour aller vers la modernité, vous savez, installer des gens sur des faibles surfaces, vous savez combien coute un semoir aujourd'hui avec un ordinateur, un semoir qui fait à la fois, qui tri qui brule, qui met le petit grain là où il faut, qui plante, ... ça coute 70 000€, quel est aujourd'hui l'agriculteur qui peut acheter un semoir 70 000€ quand il a 30, 40, 50 même 100ha aujourd'hui, alors vous allez me dire il y a des CUMA d'accord, mais ça ne s'adapte pas dans ces zones céréalières à faible potentiel donc installer des gens en pensant qu'on pourra demain leur donner le moyen de vivre c'est pas possible donc à monter en puissance pour monter en gamme, pour monter intelligemment, en trouvant de nouvelles méthodes culturales qui s'appuient sur la connaissance des sols, sur les innovations, sur la connaissance technologique, un plan de 5 milliards d'€ que les 5 ans, c'est à mettre en place. Et puis un plan pour les services environnementaux, de tant d'argent qui pourrait répondre à la multifonctionnalité de l'agriculture.

Quelques mesures que je voulais ici évoquer en montrant qu'on peut à la fois protéger et libérer. Le problème du foncier et le financement du foncier, alors il faudra trouver de nouvelles méthodes de financement du foncier, des financements participatifs, des financements aujourd'hui qui ont été faits avec des plates-formes

participatives comme la foncière terre de liens comme j'ai vu d'autres financement aujourd'hui accompagner avec la DPI, pour le foncier il faut actuellement confier malgré tout aux SAFER la régulation, je rejoins un de mes amis ici à la tribune, mais attention, des SAFER rénovées aujourd'hui, les SAFER n'ont rien à faire dans les vignes AOC à très haute production, ce n'est plus le domaine de la SAFER, les SAFER telles qu'elles fonctionnent doivent être plus transparentes, et pas toujours plus au prêt de l'intérêt particulier, il faut des SAFER qui voient les choses vraiment installer des jeunes, les installer dans des conditions décentes que j'évoquais toute à l'heure et puis permettre aux agrandissements nécessaires de se faire aussi. On ne peut pas opposer le libéralisme et l'écologie. On peut très bien être dans une doctrine libérale, exporter, nous avons une capacité exportatrice qui est nécessaire aujourd'hui et puis en même temps être écologique parce que je le dis en conclusion de cette première partie, vous n'imaginez pas le nombre de contraintes qu'acceptent les agriculteurs, et moi je me souviens le vote sur le Grenelle de l'environnement au Sénat, je voyais les collègues sénateurs mettre deux normes nouvelles par page, donc qui va les assumer demain, qui va les payer, comment va t'on les appliquer ? Par exemple quand on voit aujourd'hui le problème des SIPAN, les cultures intermédiaires, les contraintes que ça apporte avec les effets négatifs par ailleurs voilà ... donc protéger l'agriculture dans ce qu'elle représente de capital social et humain et d'emploi politique pour demain et puis libérer, libérer les forces vives des territoires à travers des nouveaux modes de production, des nouveaux modes de financement, des nouveaux modes de montrée en gamme et bien entendu je n'en ai pas parlé mais je me souviens qu'en tant que président j'avais mis en place bien dans mon assiette qui permettait aux circuits courts de se développer sur le territoire dans toutes les cantines, dans tous les lycées, dans tous les lieux où il y avait des comités d'entreprise pour pouvoir le faire, le circuit court, c'est aussi l'avenir.

Deuxième table ronde : Quelles politiques publiques pour défendre ces modèles agricoles ?

Leif Blanc

Je vais faire ça très vite. Notre approche est divisée en trois parties, une partie urgence, c'est à dire qui peut être mise très très rapidement en place et doit être mise rapidement en place selon nous, une deuxième de court terme qui nécessite certaines négociations on peut dire de 1 à deux ans et une dernière de moyen terme qui nécessite de relancer des mécanismes de négociations et donc on met un peu plus de temps pour les produire.

Donc les mesures d'urgence pour nous c'est déjà : la priorité aux productions françaises dans les collectivités et tous les appels d'offre publics, c'est à dire le contraire de l'approche européenne. Et en particulier que ces appels d'offre soient centrés sur ce que les agriculteurs et l'agro appellent le cœur de gamme pour favoriser les productions qui rapportent de la valeur ajoutée et sont plutôt saine. Deuxièmement l'étiquetage de l'origine, de la production et de la transformation, de toutes les denrées alimentaires commercialisées en France, et enfin la lutte contre le dumping social et environnemental des pays qui exportent vers la France des denrées que nos agriculteurs n'auraient pas le droit de produire. ça c'est dont c'est la partie urgente tout de suite, et d'ailleurs on se pose la question de savoir pourquoi ça n'a pas déjà été fait parce qu'on imagine assez mal Bruxelles et M. Junker nous sortir à coup de tatane de l'union européenne pour avoir enfreint ces trois réglementations. Mais passons.

Donc ensuite j'en arrive aux mesures de court terme : c'est rénover l'encadrement des relations commerciales qui est parfaitement scandaleux aujourd'hui donc ça consiste d'abord à mettre et très rapidement un terme aux abus de la GB, lui faire appliquer la loi. Parce qu'aujourd'hui, il y a quand même des lois, elle est comme elle est la loi, mais elle n'est pas souvent appliquée pour la GB, ensuite rééquilibrer face aux 4 géants que sont devenus les centrales d'achat, je pense par exemple Leclerc qui fusionne avec des milliards, que pèse une interprofession que pèse une OP face à une centrale d'achat qui milliards. Que dalle. Donc par rapport à ça s'il n'y a pas plus de transparence et de pratiques plus saines on peut même aller jusqu'à rétablir le coefficient multiplicateur qui encadrerait les marges de la GB de l'alimentaire jusqu'à M. Chirac avec bien sûr, l'interdiction de vendre à perte pour la GB ou de faire des promo choc et tout ce genre de chose qu'ils utilisent aujourd'hui pour couler les prix quand ça les arrange. Ensuite, revenir également sur la contractualisation, c'est à dire que là encore on a des multinationales d'un côté et des OP qui n'ont même pas le droit de parler des prix ou des interpro qui n'ont même pas le droit de parler prix, c'est ridicule. On a institutionnalisé la loi de la jungle au sein de l'UE via la contractualisation alors depuis on essaye de la réadapter puis de la réadapter mais ça ne fonctionne toujours pas comme on peut le constater. Donc pour nous l'Etat qui est garant de l'intérêt général doit pouvoir avoir un œil l'a dessus et c'est ce qui s'est passé en France d'ailleurs, on a cette culture de l'interprofession en France, des prix négociés entre les différentes parties. C'était le cas pour le lait jusqu'en 2008

accompagné des quotas mais pas que des quotas. Il faut revenir à un système cohérent de gestion des prix entre les producteurs, entre la transformation, la distribution également et l'État pour arbitrer tout ça histoire que ça ne tourne pas à l'entente sauvage sur le dos des consommateurs.

Enfin les mesures transitoires et plus progressives, parce qu'elles nécessitent plus de temps, c'est une nouvelle organisation des aides directes, on entend souvent sur le terrain cette phrase de bon sens : c'est le bonhomme qu'il faut aider pas les hectares et même je me rappelle qu'ils aimeraient plutôt vivre de leur travail que des aides. Donc aujourd'hui le découplage des aides sur lequel la France a demandé à revenir à plusieurs reprises, le découplage des aides n'est pas une bonne solution et nous nous pensons que les aides doivent aller à chaque filière, de la manière la plus bénéfique pour chaque filière, on n'aide pas des maraîchers comme on aide des éleveurs porcins, ils n'ont pas les mêmes enjeux de transition, ils n'ont pas les mêmes enjeux de travail, ... Et ce travail on ne peut pas l'imposer par le haut, il faut absolument que ça soient les filières, je crois me souvenir qu'historiquement la filière vin en France a toujours réussi à négocier entre guillemets la manière avec laquelle elle voulait être aidé. ça lui a plutôt été bénéfique, Une approche par filière, en négociation entre guillemets roulante avec l'État, C'est à dire qu'on s'adapte parce qu'il y a un marché qui peut se resserrer par moment il y a un export qui peut se resserrer aussi, il y a des années fastes, il y en a des moins fastes, donc tout ça doit pouvoir être modulable, et c'est le sens des politiques de tenir compte de ce qu'il se passe autour d'eux plutôt que de réécrire les tables de la loi, pour les 50 prochaines années.

Une idée, parce qu'on vient souvent nous chercher là-dessus, ça concerne l'export et quand j'entends oui il faut quand même de la production pour l'export mais elle n'est plus du tout rentable notre production pour l'export, analysez la balance commerciale de la France depuis pas mal d'années maintenant, c'est le vin, ce sont les produits de qualité qui nous sauvent la balance agroalimentaire, tout le reste soit est à l'équilibre, soit est en grave déficit, regardez ce que pèsent les fruits et légumes vous comprendrez ce que je veux dire.

Et donc par rapport à cet export, la grande course au dumping mondial non, en permanence non, nos produits ce qu'on valorise bien c'est au minimum à partir du cœur de gamme. Donc allons sur ce qu'on sait faire de mieux. On arrive là aussi à l'installation des JA, s'il y a des débouchés fiables et structurés, il y a donc des revenus que ce soit en France où à l'export et quand à cette image pour l'export que je retiendrais est ce que vous imaginez les Allemands vendant des voitures dans le monde entier si les allemands ne conduisaient pas des voitures allemandes et bien nous, pour notre alimentation, c'est un peu pareil, tous nos produits alimentaires peuvent avoir du succès dans le monde, à une seule condition, c'est qu'on en soit les premiers consommateurs et qu'on soigne la qualité.

Yves D'amecourt

Animatrice : « Ce n'est pas un modèle d'exploitation qu'il nous faut mais un modèle de filière » Alors comment vous pouvez défendre ça ?

Alors j'en ai déjà parlé pas mal toute à l'heure, et c'est de transformer le droit européen pour que les agriculteurs puissent s'organiser et défendre leurs prix et savoir-faire sein des filières. Je cite souvent l'exemple de Reblochon, les agriculteurs qui portent leur lait à la ferme Reblochon ils travaillent sur l'indice de vente du prix du Reblochon constaté en grande distribution et donc cet indice il est incontestable, on va relever les prix, le Reblochon est vendu tant, il évolue comme ça et ensuite on se met d'accord avec le transformateur, et les producteurs pour savoir comment est-ce qu'on répartit la marge dans la filière, et ça c'est inattaquable par le droit européen puisque le prix de marché définit le prix du Reblochon. Et donc on part d'un prix de marché et ensuite on répartit la valeur dans la filière. Je pourrais parler aussi des poulets de Loué qui ont le même système de fonctionnement, avec une agriculture intégrée par filière, maintenant il ne faut pas opposer les modèles entre eux, vous l'avez dit toute à l'heure en introduction l'agriculture en France arrive numéro deux dans la balance commerciale après l'aérospatial, il y a dix ans encore c'était l'automobile, aujourd'hui nos automobiles elles sont fabriquées ailleurs, et donc aujourd'hui c'est l'agriculture qui est numéro 2, devant les cosmétiques dans la balance commerciale de la France. Donc il faut défendre cette agriculture de proximité, avec ce que j'expliquais toute à l'heure, les plans locaux d'approvisionnement, qui peuvent être pour l'alimentation mais aussi pour d'autres domaines, je pense à l'énergie, parce qu'on a parlé beaucoup de l'agriculture mais on n'a pas parlé de la forêt et de la filière bois qui dépendra du même ministère que l'agriculture et dans ces plans locaux d'approvisionnement il y a la création localement de petites unités de transformation de premier et deuxième niveau, ce qu'il nous manque cruellement en France quand on regarde ce qui se passe en Allemagne où on a plein de petites industries de transformation réparties sur le territoire et qui apportent de la valeur ajoutée sur le territoire et ça c'est très important aussi pour le développement du monde rural parce que l'agriculture c'est le poumon économique des zones rurales mais autour de l'agriculture il y a l'industrie de transformation, il y a la production d'énergie renouvelable, il y a la transformation de la biomasse, et il y a tout ce qui tourne autour de la révolution numérique.

Pour ce qui est des outils : le premier outil que François Fillon veut mettre en place dès son élection, c'est d'abord la TVA sociale, une baisse des charges dans toutes les entreprises, 50 milliards, 40 milliards pour les entreprises et 10 milliards pour les salariés, et report du financement de notre système social sur une augmentation de deux points de la TVA.

Pourquoi est-ce que c'est intéressant, et pourquoi cette idée ? Elle vient en fait du monde agricole, ça fait 20 ans que les agriculteurs défendent cette idée de la TVA sociale, parce que la TVA elle est appliquée sur les produits, sur les produits en France et sur les produits d'importation, alors que les charges sociales elles ne pèsent que sur les salaires des gens qui travaillent en France et donc en reportant sur la consommation une partie des charges sociales et bien on se protège des importations, il y a des choses anormales aujourd'hui, la France importe du fromage d'Allemagne, ... 80% de la viande consommée dans notre région Stéphane vient d'Europe du Nord, enfin ... on marche sur la tête, et donc il faut à la fois, que l'on taxe plus ce qui vient de l'importation et la TVA est un moyen légal et validé par l'Europe pour le faire, et que l'on baisse les charges sur les salaires parce qu'on a besoin aussi dans nos exploitations agricoles, vous parliez d'attractivité et d'emploi agricole, on a besoin aussi d'augmenter les salaires nets versés aux ouvriers agricole. Je sais aujourd'hui qu'on aime bien de salaire brut mais enfin c'est quand même le salaire net qui arrive dans la poche du salarié. La TVA sociale donc.

2^{ème} outil que F. Fillon souhaite mettre en place dès son élection par ordonnance, c'est la suppression de toutes les normes ajoutées par la France sur les normes européennes, on est dans un marché commun, la moindre des choses c'est qu'on travaille sur les mêmes normes et donc ça ça ira assez vite, on est en train de rencontrer toutes les interprofession pour faire la collection de toutes ces normes qui sont ajoutées aux normes européennes et qui empêche l'agriculture française d'être compétitive sur le marché européen.

Notre premier marché c'est l'Europe, c'est notre premier marché et donc sur l'Europe il faut qu'on ait une convergence sociale et fiscale.

Depuis les lois Hartz en Allemagne et bien l'Allemagne est devenue la première puissance agricole d'Europe. Il faut qu'on ait ensemble un objectif de convergence sociale et fiscale au sein de la zone euro et en premier lieu avec l'Allemagne qui est notre premier client et nous sommes son premier client.

Sur la PAC, ce dont on a besoin d'abord c'est de défendre le budget de la PAC, qui est en tout de 9 milliards d'euros, de faire que ça ne soit pas les agriculteurs qui fassent la trésorerie de l'Etat parce qu'aujourd'hui il y a un an d'écart et ça devient de plus en plus long entre le moment où l'Europe fait un chèque à l'Etat et le moment où ça arrive effectivement dans la trésorerie des agriculteurs, et on sait que le problème de trésorerie en agriculture c'est le problème qu'on a. On souhaite une PAC qui soit plus facile parce qu'aujourd'hui c'est devenu tellement compliqué qu'il y a des agriculteurs, sur les aides à l'investissement par exemple abandonnent car ils n'arrivent pas à remplir les dossiers, on est à l'ère du numérique, de la transmission de données informatisées et on a des dossiers de plus en plus compliqués. Alors c'est grâce aux choix qu'on a fait aussi mais n'empêche que quand on est agriculteur en Allemagne, le dossier PAC c'est 3-4 pages quand on est en France bientôt ça sera deux tomes. Donc il faut faciliter la façon dont tout est fait.

Sur la décentralisation des aides européennes aux régions, aujourd'hui on est au milieu du gué c'est à dire que l'Etat dit aux régions vous allez distribuer les fonds FEADER sauf que l'Etat a gardé la liste de ce qui était éligible, il a mis à disposition un logiciel qui s'appelle Osiris et il a gardé la notice. Donc en gros, ... et il attend que les régions se plantent parce qu'elles vont inévitablement se planter parce qu'elles n'arrivent pas aujourd'hui à faire fonctionner le logiciel et quand les régions se seront plantées l'Etat dira on rapatrie tout ça, parce qu'en fait ça a été fait un peu contre le gré des décideurs. Donc il faut quand on décentralise quelque chose, le faire complètement.

Stéphane Delpeyrat

Oui je confirme l'histoire du logiciel, c'est surréaliste mais c'est vrai. Je crois que sur cette histoire de la PAC il faut quand même en revenir à se poser les questions simples, est ce qu'on veut rester dans une logique de marché et de libre échange pour faire des prix bas et du volume ou est ce qu'on veut se redonner de véritables objectifs politiques, sociaux, et effectivement le terme de contrat social nous va bien, contrat naturel aussi comme disait Michel Serres par ailleurs et ces objectifs quels sont-ils ?

C'est l'emploi agricole, qui s'est effondré donc effectivement il faut faire évoluer les aides non pas au nombre d'ha mais recentré sur les exploitations et le nombre d'emploi qui peuvent être créés sur une exploitation, ça me paraît évident.

Deuxième élément, il faut insister sur la transition environnementale, je dis environnementale volontairement au sens large, ça comprend les objectifs énergétiques, je n'ai pas le temps malheureusement de développer, et là il faut des aides très spécifiques et particulières et je partage l'avis que sur ce point-là, il faut une décentralisation des fonds régionaux, parce que le pilotage par l'Etat, alors j'entends l'argument, dans les régions il y a des changements de majorité politique, parce que l'Etat il n'y en a pas ? Tous les 5 ans on peut changer de politique nationale, une politique régionale l'avantage c'est qu'on a une co-construction avec des acteurs locaux qui rendent difficile après les remises en cause. Alors qu'au niveau national chaque ministre arrive avec sa loi ce qui est plus compliqué. Je crois qu'il faut plafonner les aides aussi, on n'en a pas parlé parce qu'on est des gens polis qu'il y a le salon qui arrive mais on sait tous quand même qu'il y a, avec cette aide au volume et à l'hectare, il a des chèques considérables qui sont faits, il faut rééquilibrer justement par rapport aux objectifs que nous nous sommes fixés. L'autre élément que je voulais quand même dire, c'est que d'abord la PAC il va falloir la défendre. Parce que nous ne sommes pas majoritaires sur l'idée qu'il faut conserver une PAC ou même améliorer la PAC, tous les autres pays pensent qu'il faut réduire les fonds qui sont aujourd'hui alloués à la PAC, c'est pour ça que je pense par ailleurs qu'il faut se battre sur le nouveau traité budgétaire parce que moi je suis pour continuer à défendre l'Europe mais pas avec un budget qui régresse en permanence, ça ce n'est pas possible, et donc il faut intégrer la problématique de la PAC dans la problématique plus large du budget et je pense que la transition environnementale et écologique est un formidable levier de conviction de nos partenaires pour une nouvelle PAC ce qui n'est pas du tout le cas aujourd'hui parce que nous avons réussi à imposer le poids de la France, ça a tenu mais on voit bien que beaucoup de pays y sont hostiles. Il n'est pas vrai que le libre-échange et l'écologie sont compatibles en matière environnementale, je ne vais pas vous refaire ici à vous qui devez connaître par cœur l'histoire du yaourt, on produit le lait ici et puis l'emballage en Chine et puis, etc., on le ramène ici, je suis désolée mais le bilan carbone, ce n'est pas possible, donc il faut relocaliser un certain nombre d'activités et oui il faut se poser la question de l'exportation parce que oui mais à quel prix, c'est vrai qu'on arrive à dégager sur certaines filières d'exportation un volume qui est bon pour notre économie, mais à quel prix en terme de subvention politique, on revient à la PAC et je ne peux pas quand même en tant qu'homme de gauche ne pas dire ici la honte qui est la mienne parfois quand je vois la conséquence de nos politiques agricoles sur un certain nombre de pays, je pense notamment à l'Afrique où les agricultures locales et familiales ont été dévastées par nos politiques d'exportation, ça aussi ça doit quand même être dans le débat.

Patrick Garnon

Voilà alors, on voit que les questions de centralisation, décentralisation sont un débat permanent dans la société française et qui n'est pas proprement agricole d'ailleurs et qui intervient aussi dans d'autres domaines. Alors quand je parlais de régionalisation je parlais de mise en œuvre, et ça n'est pas à opposer avec ce que j'ai évoqué sur à la fois un nouveau contrat entre l'agriculture et la société, et la PAC d'un côté et la politique nationale en même temps.

Deux mots là-dessus, transition, changement complet de politique et c'est extrêmement complexe car ça touche des domaines très variés, il ne faut pas des mesures gadget sur un point en oubliant tout le reste, donc c'est vraiment une refondation en profondeur qu'il faut pratiquer et ça, ça veut dire de la cohérence, c'est à dire avec des objectifs clairement établis pour manier tous les niveaux d'action et les leviers possibles. Alors, sur cette base là je vais aller vite : refonder la PAC ce n'est pas supprimer la PAC, la réalité de la PAC c'est qu'il y a d'un côté des objectifs de l'autre des fonds, et la mise en œuvre elle n'est pas faite à Bruxelles, elle est faite sur le terrain, alors de quel terrain on parle ? Moi je suis désolé mais la France est un pays très divers, on ne va pas rentrer dans les détails la traduction nationale de cette diversité ça ne colle pas, ça ne colle plus, ça ne va pas.

Donc la mise en œuvre doit être plus localisée, je ne rentre pas plus dans le détail, ce qui n'empêche pas des objectifs clairement établis au niveau central. Quels objectifs ? Évidemment **l'environnement** et je ne reviens pas plus dans le détail sur la diversité du sujet environnement, il y a plein d'aspect à ce sujet, **l'emploi et la rémunération** de tous les acteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire en terme d'activité économique au sens global, et l'emploi et la rémunération ne doivent pas s'opposer. Ce qui veut dire une **politique alimentaire orientée sur la qualité et valeur ajoutée**, et là, les questions assez fondamentales de réorientation des dépenses de la société par rapport au modèle poursuivi depuis 50 ans, il faut les aborder tel que, avec toute la difficulté qu'ils représentent. L'aménagement du territoire et le rééquilibrage entre région alors en France le problème se pose moins même s'il se pose dans certains cas, à l'échelle européenne c'est évident qu'il ne faut pas oublier cet objectif fondamental et enfin je ne reviens pas sur toutes les mesures de bon sens qui ont été évoquées par les uns et par les autres, sur la limitation des aides, sur leur réorientation sur l'emploi et l'activité plutôt que sur l'espace ou la quantité produite, ou des choses comme ça, tout ça je dirais, est de bon sens, et devrait faire consensus sauf que ce n'est pas ce qui se fait. Et que la politique française depuis des années c'est de résister à toute tentative des autres pays européens d'aller dans ce sens, par tous les moyens possibles. Donc là il y a vraiment un problème politique fondamental et moi je résume ce problème à la cogestion et à la cogestion avec certains, ce qui veut dire contre tous les autres. En gros 20% des agriculteurs qui représentent 80% de la production, contre 80% des agriculteurs qui sont tous en train de disparaître les uns après les autres. Des fois il

faut savoir où l'on va. Deuxième élément, donc là j'ai évoqué le niveau communautaire, ce qui veut dire qu'à court terme, je ne raisonne pas sur 50 ans, on est à court terme, il n'est pas question de notre point de vue de supprimer la PAC ou de supprimer les budgets correspondant mais il est question de les réorienter fondamentalement, ce qui est tout à fait différent.

Le national, le national a un rôle très important à jouer, là où il est justement absent depuis si longtemps, je vais prendre 3 exemples qui ont déjà été évoqués par les uns et par les autres :

- La politique alimentaire, je l'ai dit, nous sommes en carence totale, on a abandonné au privé toute politique alimentaire depuis plus de 50 ans, sauf la sécurité alimentaire qui est maintenue et ça c'est très bien.

- La politique foncière qui a été évoquée par certains de mes voisins et je suis entièrement d'accord qu'il faut refonder une politique foncière, je ne développe pas les arguments mais j'intègre à la politique foncière, l'installation, la cessation, la mutation, la place foncier dans les comptes d'exploitation, etc., ... ce n'est pas juste régler les problèmes rural/urbain, urbanisation, c'est beaucoup plus large que ça. Et les instruments plébiscités par les uns et par les autres, là-dessus on peut faire consensus,

- Une politique de formation, de recherche, de développement et d'accompagnement complètement réorienté par rapport à ce qu'elle est aujourd'hui parce qu'elles est aujourd'hui formaté dans le sens d'une agriculture productiviste, industrialisées qui va dans le mur, qui continue à aller dans le mur et qui continuera à aller dans le mur tant qu'on restera sur ce chemin.

Laurent Levard

Alors moi je dirais en introduction, qu'il faut d'abord sortir du système totalement aberrant où sous prétexte de pouvoir accéder au marché mondial pour 15% de notre production, c'est l'ensemble du système de prix agricole intérieur à l'union européenne qui ne permet pas de rémunérer correctement les agriculteurs et donc où il faut dépenser des sommes gigantesques, donc des transferts de la société vers les agriculteurs pour compenser ce système totalement absurde.

Alors François Patriat disait toute à l'heure, il faut que les agriculteurs soient rémunérés par les prix moi je suis tout à fait d'accord mais je ne vois vraiment pas comment on fait ça dans le cadre du libéralisme. Parce que rémunérer sur les prix si on s'aligne sur la poudre de lait, le prix de la poudre de lait de Nouvelle-Zélande, où le tourteau de soja brésilien, voilà je ne vois vraiment pas comment fait. Donc ça je crois que là il y a une question fondamentale : est-ce qu'à la fois, organiser la transition écologique avoir des prix rémunérateurs, est ce compatible avec le libéralisme et si non, et bien comment fait-on ?

Donc moi, j'entends du côté de François Patriat que tout est possible à la fois, ça me fait penser un petit peu à un discours agricole du Bourget et puis, de nos amis du Parti Socialiste c'est toujours le même problème dans le discours on est anti-libéral et puis, au moment des votes au parlement européen, il y a une partie des socio-démocrates européens qui votent pour les accords de libre-échange et puis d'autres contre, alors c'est vrai que pour le CETA tous les socialistes français ont voté contre mais ça n'a pas toujours été le cas sur les autres accords de libre-échange. Bon, donc là il y a tout de même un problème de cohérence. Tout le monde ici dit, il faut sortir du droit de la concurrence européen. Donc nous, nous disons oui, et nous nous sortirons voilà, nous sortirons du droit de la concurrence, tout comme d'un certain nombre d'autres traités. Ce qui n'empêchera pas des négociations sur d'autres sujets avec nos partenaires mais là si vous voulez, on p peut affirmer des tas de choses et puis le lendemain de l'élection aller devant la commission européenne et les partenaires européens et revenir la tête basse en disant, beh ils n'ont pas voulu, non. Ne refaisons pas le discours du Bourget.

Alors moi je reprends tout de même rapidement : Déjà, **des prix rémunérateurs, deuxièmement sortir des mascarades des solutions libérales pour compenser les dégâts de la libéralisation.** Les aides dites découplées qui permettent de faire du dumping sur le marché mondial, la contractualisation sans régulation publique des marchés, ce qui est à aussi une mascarade parce que je ne vois pas comment un industriel laitier va s'engager sur le long terme auprès de ses éleveurs sur le prix, si dans le même temps la grande distribution peut s'approvisionner en lait n'importe où à un prix beaucoup plus bas, et puis troisièmement la question des assurances pour compenser les évolutions de prix de marché qui sont bien souvent un gouffre pour les Etats et bénéficient avant tout aux assureurs. Maintenant sur les prix rémunérateurs, il y a différents outils qui peuvent être mobilisés et qui dépendent un peu de chaque secteur de production, donc je ne rentrerai pas dans le détail, mais d'abord il faut, dans un certain nombre de secteurs, réinstaurer des dispositifs de maîtrise des productions, nous réinstaurerons les quotas laitiers, deuxièmement il faut des prix minimum aux producteurs sur un certain nombre de produits, alors j'insiste sur cette question des prix, c'est pour le

marché intérieur, ensuite s'il y a des agriculteurs qui prétendent être compétitifs sur le marché mondial et bien qu'ils exportent sur le marché mondial mais avec les prix du marché mondial et sans aide publique. Et puis, pour certains secteurs, il y a les coefficients multiplicateurs maximum effectivement, ça a été mentionné toute à l'heure, notamment pour les fruits et légumes et puis il y a la question des contrats, qui est tout à fait importante, mais des contrats dans marché dérégulé ne fonctionnent pas sur le long terme. Dans un contexte de prix rémunérateur alors oui, les transferts publics à l'agriculture peuvent être utilisés différemment, d'abord pour la transition écologique de l'agriculture, que ça soit pour financer des coûts d'investissement de cette transition, dans l'agriculture mais aussi dans les filières, dans des plateformes logistiques pour développer des filières d'agriculture bio par exemple, mais également la rémunération de certaines externalités environnementales de l'agriculture.

Deuxièmement utiliser les transferts publics pour des installations, et troisièmement pour l'agriculture dans les territoires les plus défavorisés. Ce que je veux dire c'est que dans un contexte de prix de rémunérateurs on a tout de même beaucoup plus de manœuvre pour arrêter de faire n'importe quoi avec les aides publiques et les orienter en fonction d'objectifs politiques.

Je conclurai en disant que oui, la question de l'accompagnement des agriculteurs elle est fondamentale, aujourd'hui la transition écologique, cette révolution agricole dont je parlais toute à l'heure du point de vue technique globalement on sait faire, certes il y a encore un certain nombre de problèmes qui se posent aux agriculteurs mais aussi aux filières de transformation des produits biologiques, donc il y a un travail de recherche à faire mais disons, l'essentiel de ce qu'il faut faire on sait le faire d'un point de vue technique. Et il y a un nombre d'alternatives qui montrent que ça marche. Par contre il faut un environnement, il faut un environnement non seulement qui soit favorable économiquement, mais également un environnement institutionnel. Il faut donc que la recherche agronomique et je pense notamment à l'INRA soit orienté totalement en fonction de cette transition écologique de l'agriculture, il faut que la recherche publique pour cela dépende uniquement de fonds publics et non pas de fonds liés à des lobbys privés qui n'ont absolument pas intérêt à la transition écologique de l'agriculture, il faut appuyer la réorientation de l'enseignement agricole, le conseil agricole en appuyant notamment les organismes qui sont déjà engagés dans ce type d'appuis, je pense aux CIVAM mais il y en a d'autres, et puis pour conclure, il y a des chambres d'agriculture, dont la mission doit être revue, ce doit être uniquement une mission de service publique où l'Etat doit prendre sa pleine responsabilité et où il fait mettre fin à la domination d'une seule organisation syndicale comme c'est le cas aujourd'hui, ce qui implique non seulement le pluralisme syndical mais aussi la représentation de la diversité des acteurs.

François Patriat

Moi je me demande s'il y a des gens qui ont vraiment vécu avec des agriculteurs autour d'eux, qui vivent vraiment les contraintes qu'ils ont autour d'eux, moi j'habite dans un petit village rural et quand j'entends ce que leur promet dans les tribunes, les modèles qu'on leur propose, avec la réalité de ce qu'ils vivent je me demande est ce que la révolution n'est pas synonyme d'utopie ou de retour en arrière mais je laisse à chacun le soin de proposer.

Sur le financement de la PAC, moi je suis pour le maintien de la PAC qui en danger, personne ne peut dire aujourd'hui qu'il y aura encore une PAC et qu'elle sera financée à la hauteur d'aujourd'hui, première chose. Donc la volonté que nous avons avec Emmanuel Macron, c'est de maintenir ce budget de la PAC et surtout de ne pas faire l'erreur qu'a fait le gouvernement entre 2007-2012 de renationaliser la PAC, la grande erreur c'est de n'avoir pas compris qu'en renationalisant, c'était une demande syndicale à l'époque on allait perdre tous les avantages européens de l'UE aujourd'hui. Il faut que l'Europe, il faut que ça soit une PAC européenne pour d'abord lutter contre les distorsions de concurrence, et que demain on n'ait pas des agriculteurs polonais ou roumains qui touchent beaucoup plus à l'ha que les agriculteurs français, ce qui crée une distorsion de concurrence parfois de 100€ à l'ha et qui est insupportable aujourd'hui. Donc il faut une politique, une PAC qui soit européenne. Ensuite moi je suis pour la convergence, une vache allaitante elle touche la même somme, qu'elle soit à Lille, à Brest ou en Aveyron, par contre pour les ha ce n'est pas pareil, on a beaucoup plus de moyens si on est dans le bassin parisien, qu'en zone intermédiaire, qu'en zone perdue. Moi je suis pour la convergence.

Donc ensuite pour lutter contre la volatilité des prix : il faut des outils de régulation adaptés à chaque filière, il faut renforcer les structures politiques, nous sommes pour une politique de filière aujourd'hui et renforcer les filières pour qu'elles puissent peser et leur donner les moyens, les organiser avec des contrats de filière pour qu'elles puissent peser à tous les niveaux, à la fois contre les marchands et aussi contre la grande distribution et les centrales d'achat. Alors oui j'ai oublié de le dire, là ce n'est pas Emmanuel Macron qui s'exprime, c'est moi, je suis pour l'agroécologie de Stéphane Le Foll pour qui j'ai beaucoup d'admiration d'avoir tenu 5 ans au ministère avec les crises qu'il a eu, et avec beaucoup de courage, et beaucoup de compétences, par contre je suis hostile au mécanisme des 52ha plafonné, moi je ne sais pas comment dans le territoire où j'habite et que j'ai présidé pendant douze ans on vit avec moins de 52 ha, ce n'est pas possible autant pour un éleveur que pour un céréalier ce n'est pas possible. Donc, ... j'étais le seul d'ailleurs à

être contre le plafonnement, quand on allait dans les réunions on votait contre mais enfin je le dis aujourd'hui, mais ça c'est mon point de vue personnel, ce n'est pas celui d'Emmanuel Macron, on peut être d'accord avec certains, ... Je suis pour la révision des normes inutiles, et je suis aussi d'accord pour une mesure contra cyclique qui consisterait à stocker sur un compte spécial les aides européennes quand les prix vont bien, et à les défiscaliser et à les re-renter en période. C'est une mesure avec laquelle je suis d'accord. Une administration de conseil et d'accompagnement, je suis aussi pour le système assurantiel, sur le territoire que je connais le mieux, je vois que les gens qui aujourd'hui, que ce soit dans tous les domaines y compris la viticulture qui prennent des assurances qui sont subventionnées par l'Europe et déductible du revenu de l'exploitation, je suis pour une assurance revenu, une assurance récolte qui permette aujourd'hui...et qui soit généralisée. Ça c'est mon point de vue personnel aussi. Emmanuel Macron fera ses propositions la semaine prochaine, moi je donne ma contribution au débat.

Je suis aussi pour faciliter l'administratif pour certaines aides, je pense à des MAE, des MAE, trop complexes à mettre en œuvre, et puis je disais toute à l'heure l'allègement des charges patronales, et puis un consommateur qui doit avoir du pouvoir d'achat pour accéder à des produits de qualité. En conclusion, avec l'agriculture, ce que nous proposons, c'est un contrat de mandature avec le monde agricole, c'est un pacte social avec lui, c'est un grenelle alimentaire qui permettra d'avoir demain des produits de qualité permettant aux agriculteurs de vivre.